

Mali : réunion d'urgence de l'ONU

Les islamistes qui contrôlent le Nord ont pris une localité du centre du pays, poussant l'ONU à se réunir.



Les islamistes armés qui contrôlent le nord du Mali ont pris jeudi une localité du centre du pays où des témoins ont vu l'armée "battre en retraite" après quelques jours de violents affrontements, poussant le Conseil de sécurité à se réunir d'urgence pour débattre de la situation au Mali.

Des témoignages indirects et des informations sur plusieurs sites de réseaux sociaux font état de nombreuses victimes dans les affrontements de ces derniers jours entre l'armée malienne et les islamistes, les premiers depuis neuf mois.

"Carnage à Konna", selon des témoins

Aucun bilan n'a pu être obtenu, mais un témoin joint par l'AFP a dit avoir appris qu'"un carnage" avait eu lieu dans la localité de Konna finalement tombée jeudi aux mains des islamistes, à 70 kilomètres de la ville de Mopti (640 kilomètres au nord de Bamako) où est basé l'état-major régional de l'armée malienne.

"Nous sommes actuellement à Konna pour le djihad", a annoncé jeudi après-midi à l'AFP un responsable du groupe armé Ansar Dine, Abdou Dardar. "Nous contrôlons la cité presque en totalité. Après, nous allons continuer" à progresser vers le Sud, a annoncé ce responsable joint par téléphone depuis Bamako.

Il affirmait parler au nom des trois groupes jihadistes qui occupent totalement le Nord, Ansar Dine, al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Sollicité par l'AFP, l'état-major régional de l'armée n'a pas voulu réagir à ces propos. Mais des témoins joints par l'AFP ont constaté que l'armée avait abandonné Konna.

Les islamistes marchent vers le sud

"Les islamistes sont entrés à Konna, ce sont eux qui contrôlent la localité. Les militaires retournent actuellement vers Sévaré" à 12 kilomètres de Mopti, a affirmé un des témoins. "Les militaires maliens ont battu en retraite en direction de Sévaré. C'est la débâcle totale ici", a dit un autre témoin. "Les gens sont affolés. Les islamistes ont juré qu'ils vont marcher sur le sud du pays".

Selon plusieurs sources militaires, des affrontements à l'arme lourde avaient eu lieu dans la nuit avant de reprendre dans la matinée. Une source sécuritaire régionale avait fait état d'affrontements jeudi après-midi près de Konna, en disant: "L'armée cherche à résister". Ces affrontements font croire au "début d'une guerre qui ne dit pas son nom", a commenté le journaliste et analyste malien Alexis Kalamby.

Réunion du Conseil de sécurité

À New York, le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir en urgence jeudi, à huis clos, à partir de 18 heures, heure locale (23 heures GMT), pour discuter de la situation au Mali, à la demande de la France, selon une source diplomatique. Cette source a affirmé que les islamistes armés étaient désormais "à 20 kilomètres de la ville de Mopti", ce qu'aucune source n'a pu confirmer à l'AFP à Bamako. La source diplomatique a également déclaré que la colonne des djihadistes comptait près de 1 200 hommes équipés de véhicules tout-terrain et pourrait décider de contourner Mopti pour se diriger plus au sud, vers Bamako.

Le déploiement d'une force internationale au Mali pour chasser les islamistes, approuvé par l'ONU le 20 décembre, est en préparation, mais sans calendrier précis. En novembre, l'émissaire de l'ONU pour le Sahel Romano Prodi avait estimé une

intervention impossible avant septembre 2013. "Si l'offensive" des islamistes se poursuit "encore, je pense qu'il y aura des décisions extraordinaires du côté de la communauté internationale", averti jeudi M. Prodi, en visite pour quelques heures à Bamako.

La France et l'Union européenne ont évoqué l'urgence d'agir

Les derniers événements soulignent "la nécessité de procéder au déploiement rapide d'une force africaine au Mali ainsi que de la mission européenne de formation et de conseil", a déclaré le ministère français des Affaires étrangères. La chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a indiqué que la planification de la mission européenne de formation de l'armée malienne se poursuivait "exactement comme prévu", les événements ne faisant "que renforcer la pertinence et l'urgence d'agir".

L'ONU prône le dialogue

Parallèlement, l'ONU prône le dialogue avec les groupes armés se démarquant du terrorisme et de la partition du pays. Mais des discussions prévues initialement jeudi entre le gouvernement malien, Ansar Dine et la rébellion touareg ont été reportées au 21 janvier, a indiqué à Ouagadougou la médiation burkinabée.

La Mauritanie, qui exclut de participer à une intervention internationale au Mali voisin, a réitéré son souhait d'une "résolution à l'amiable de tous les conflits armés" dans ce "pays frère", par la voix de son Premier ministre, Moulaye Ould Mohamed Laghdaf.

Par ailleurs, des policiers ont été déployés à Bamako pour éviter des débordements, alors qu'une marche y était organisée jeudi, notamment en soutien à l'armée. Mercredi, de premières manifestations s'étaient soldées par des violences dans la capitale et à Kati (près de Bamako), faisant un blessé. Les écoles ont été fermées jusqu'à nouvel ordre dans ces deux villes.